

LECTURES ET CRITIQUES

Sériot, Patrick, dir. 2019. *Le nom des langues en Europe centrale, orientale et balkanique*. Limoges : Lambert-Lucas. 304 p. ISBN 9782-35935-2511.

Ce recueil fait suite à une série d'ouvrages inaugurée en 1997 par Andrée Tabouret-Keller aux éditions Peeters, intitulée *Le nom des langues* (je renvoie le lecteur aux trois comptes rendus que j'ai rédigés dans les numéros 31.2 et 32.2 d'*HEL*). On peut également signaler les volumes dirigés par Akin (1999), Aussant (2009) et Koren (2016), qui abordent la question de la nomination des langues selon d'autres perspectives. Les études que le présent recueil réunit, sous la direction de Patrick Sériot, couvrent la partie orientale de l'Europe, cette « autre Europe », « au-delà du Danube ». Outre une préface rédigée par Andrée Tabouret-Keller (p. 7-12), qui rappelle l'esprit du projet initié il y a plus de 20 ans, et la présentation du recueil (Sériot, p. 13-16), ce volume se compose de quatre parties : 1) « Deux modèles » (p. 19-36, une contribution), 2) « Europe centrale » (p. 39-77, deux contributions), 3) « Europe orientale » (p. 81-200, cinq contributions), 4) « Europe balkanique » (p. 203-302, quatre contributions).

C'est l'article de Lia Formigari, « Langue, nation, nationalité. Du jacobinisme à l'Internationale », qui ouvre le recueil. L'auteure retrace, de la Révolution à la Deuxième Internationale, en passant par la *Völkerpsychologie*, l'évolution des notions de « langue », « nation », « nationalité » ainsi que celle de leurs rapports. Cet article dense – on y croise Bernhardt, Fichte, Hamann, Herder, F. Schlegel,

Schelling, Humboldt, Steinthal, Lazarus, Engels, Renan, Bauer et Kautsky – nous invite à revenir sur quelques-unes des étapes-clés de l'histoire du conflit qui oppose deux conceptions du nom des langues (le modèle jacobin et le modèle romantique).

Ondřej Bláha, dans son article « Moravian Czech », vise avant tout à présenter les traits caractéristiques (principalement morphologiques et phonologiques) de la variété linguistique désignée sous le nom de « (tchèque) morave ». La question du nom est brièvement évoquée dans l'introduction ; l'étude proprement dite se concentre davantage sur *ce qu'est le tchèque morave*. On retiendra que, comme dans de nombreux autres cas, c'est essentiellement lorsqu'il s'agit de faire exister l'« ethnie morave » – notamment face aux Allemands (protestants) au XVIII^e siècle ou, plus tard, aux Tchèques de Prague – que la question de la langue (morave) surgit.

Dans son étude intitulée « La langue tchécoslovaque », Ľubomír Ďurovič se livre à une analyse fouillée du contenu juridique et politique du nom de *langue tchécoslovaque*, qui connut une existence particulièrement brève (1920-1938). L'auteur retrace d'abord son histoire, du IX^e siècle à 1918-1920, puis se concentre sur son adoption, en 1920, par l'Assemblée nationale, pour désigner, sous un terme commun, les deux expressions (slovaque et tchèque) d'une seule et même langue. Ce nom de *langue tchécoslovaque*, au contenu purement juridique, permet, d'une part, d'instituer la nation tchécoslovaque et, d'autre part, de distinguer ladite nation des minorités nationales et linguistiques (alle-

mande, hongroise, polonaise). Mais, pour diverses raisons, essentiellement liées aux organisations gouvernementales, aux questions d'identité nationale ou ethnique, ainsi qu'aux obédiences religieuses, Slovaques et (surtout) Tchèques ne se l'approprièrent finalement pas.

Natalia Bichurina, dans son article « Noms d'ailleurs : l'«albanais» et le «gréco-tatar» d'Ukraine », revient sur les enjeux de la nomination de deux idiomes parlés en Ukraine orientale, l'albanais (qui mêle des traits albanais archaïques à des interférences slaves et turques) et le gréco-tatar (idiome turc avec des traits oghouzes et kiptchaks). Si l'URSS s'intéresse tant à la nomination (donc à l'identification) des langues parlées sur son territoire, c'est avant tout pour renforcer l'ancrage du pouvoir soviétique dans les zones « marginales » où vivent les peuples non russo-phones. Institutionnaliser les langues, c'est aussi institutionnaliser les nations soviétiques « titulaires » qui leur correspondent. Lorsque la langue russe, langue de la révolution, s'impose comme langue d'État par-delà les nations, les langues nationales deviennent de véritables outils identitaires. Ces outils survivront à la dissolution de l'URSS, événement qui rend possibles les contacts avec les « compatriotes d'ailleurs » (Albanais d'Albanie, Bulgares, Grecs...). Mais ces contacts mènent aussi, inexorablement, à la comparaison entre les langues (albanais d'Ukraine vs albanais d'Albanie, grec d'Ukraine vs grec de Grèce...) et donc à des hiérarchies.

Pietro U. Dini et Giedrus Subačius présentent et discutent, dans leur article « Lituanie et Samogitie : sources, onomastique, étymologie », les différentes hypothèses avancées au sujet du nom de la Lituanie et de la Samogitie. Concernant le nom *Lituanie*, ils retiennent les « principaux paradigmes modernes d'interprétation qui caractérisent le panorama des études depuis

leur début », à savoir : 1) le « paradigme classique » (la dérivation du nom *Lituanie* à partir de la racine **lei(t)*), 2) le paradigme hydronymique (*Lietáuka* nom d'un torrent → *Lietuva* 'Lituanie' → *Lietuvai* 'Lituanien'), 3) le paradigme « innovateur » (*Litva* comme nom de groupe). Concernant le nom *Samogitie*, ils mentionnent : 1) l'étymon traditionnel (*Samogitie* serait dérivé de l'adjectif žemas 'bas' »), 2) les étymologies « populaires » (*Massagète*, *Samaritain*), 3) l'hypothèse contemporaine (dérivation de žēmė 'terre'). Ils terminent leur étude sur un aperçu de l'histoire – complexe – des trois glottonymes *žemaičiai*, *lituanien* et *aukštaičiai*.

Dans son article « La langue universelle slave de Juraj Križanić. Le cas de la terminologie militaire dans les *Discours sur le gouvernement* », Valérie Geronimi revient sur l'entreprise du penseur croate Juraj Križanić (1618-1683), théoricien et praticien d'une langue slave écrite qu'il désignait sous le nom de *russe*. L'auteure, qui cherche à mettre au jour les raisons de l'insuccès de Križanić, montre que celui-ci est davantage lié au caractère xénophobe du projet linguistique du croate qu'à l'artificialité de la langue qu'il crée.

L'étude menée par Michael Moser et Serhij Wakoulenko, intitulée « Un dédale glottonymique : quelques noms de la langue ukrainienne », raconte de façon détaillée les aléas de l'histoire – longue et complexe – de la nomination et du statut de la langue que l'on connaît aujourd'hui sous le nom d'« ukrainien » et qui désigne l'unique langue d'État en Ukraine. Celle-ci s'est vu imposer toute une série de glottonymes artificiels (ruthène, cosaque, ukrainien, petit-russe/petit-russien, r(o)u(s)sn(i)aque), dont aucun n'embrassait la totalité de l'aire où cette langue était parlée. Sans surprise, le nom *ukrainien* – qui finit par s'imposer – fut choisi par la communauté linguistique elle-même.

Dans son article « De quoi la langue moldave est-elle le nom ? », Patrick Sériot étudie la façon dont les linguistes ont pris part à la querelle de la nomination de la langue moldave, dont l'enjeu est bien plus complexe qu'il n'y paraît. Quel(s) discours ces professionnels ont-ils tenu(s) ? Dans quelle mesure s'articulent-ils aux « représentations sur la langue » et, finalement, que nous disent-ils de l'objet <langue> ? L'auteur rappelle à quel point toute réflexion sur la question de la langue impose une délimitation nette de ce que le terme même de « langue » recouvre (langue maternelle ? langue ethnique ? langue officielle ? langue littéraire ? langue d'État ? langue parlée ?...). La langue moldave constitue un cas exemplaire d'« entité à géométrie variable », ouvrant la voie à des argumentations variées et contradictoires, et qui pose de façon aiguë la question de la frontière entre les langues.

Paul Garde consacre son étude intitulée « *Serbo-croate, serbe et/ou croate* : petite histoire de cinquante-neuf noms de langue(s) » aux noms attribués aux langues slaves, des origines à nos jours, de quatre États qui furent tous, entre 1945 et 1991 des républiques yougoslaves : Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Serbie. Cet ensemble linguistique, à la fois un et multiple, aura connu pas moins de 59 noms. Se fondant sur de nombreuses sources, l'auteur revient sur la vie et la mort de ces appellations variées (slavon, serbe, slavo-serbe, serboulien [*srbuljski*], langue croate [*hrvatski*], slovène [*slovenski*], *stribiligo illyrica*, *scythica lingua*, dalmate, *dubrovački*, slovino-bosnien [*slovensko-bosanski*], *serviana*, *ilirski/ilirički*, bosniaque (*bošnjački*), langue yougoslave (*jugoslavenski*), serbo-croate (*sprskohrvatski*), croato-serbe, bosnien-croate-monténégrin-serbe... pour n'en citer que quelques-uns). Mais cette profusion de noms ne saurait masquer l'omniprésence,

tout au long de l'histoire, de *serbe et croate* – termes autochtones et ethnonymes.

Dans leur article « Les noms du grec moderne », Irini Tsamadou-Jacobberger et Maria Zerva reviennent sur la nomination du grec moderne entre le XVIII^e et la première moitié du XX^e siècles, ainsi que sur les problématiques qui y affèrent : la question de la langue de l'État à créer (seconde moitié du XVIII^e siècle) et, de fait, celle de l'identité grecque à construire et à légitimer, la relation du grec moderne au grec ancien, notamment. Les auteures passent également en revue les différents noms du grec moderne (katharévoussa, démotique, *graikiki*, roméique, hellénique, néohellénique...), ainsi que l'évolution de leurs référents, en faisant la part belle aux « donneurs de noms », i. e. aux acteurs impliqués dans le processus de dénomination (le philosophe Damodos, les écrivains Rhoïdis et Psichari, les linguistes Triandafyllidis et Kriaras, entre autres).

Patrick Sériot, dans son étude intitulée « Faut-il que les langues aient un nom ? Le cas du macédonien », montre à quel point la nomination d'une langue – le macédonien en l'occurrence – cristallise des enjeux qui dépassent de (très) loin les problématiques de la linguistique. Occupée par les Turcs ottomans de 1318 à 1912, la Macédoine devient, à partir de la 1^{re} guerre balkanique, l'objet de tensions sans fin entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie. D'un point de vue strictement linguistique, on n'est ni plus ni moins en présence d'un continuum. Mais pour les Bulgares, les Macédoniens parlent bulgare ; pour les Serbes, ils parlent le serbe ou un dialecte indifférencié ; pour les Grecs, le macédonien n'est rien d'autre que du grec. De 1912 à 1918, la langue officielle de la Macédoine fut le bulgare, puis le serbo-croate de 1918 à 1941, et à nouveau le bulgare, de 1941 à 1944. Or les dialectes locaux n'étaient

ni l'un ni l'autre. L'existence officielle de la nation macédonienne est proclamée en août 1944 et le macédonien, langue normée de Macédoine, dérivé d'un dialecte slave parlé dans la région de Skopje, devient finalement la langue de cette nouvelle république. Ce qui ne signifie pas que tous les problèmes soient résolus... tout au moins pas sur tous les fronts.

Dans son article « Arvanitika, Vlachika and Slavika: Languages of Greece? », Peter Trudgill aborde la situation linguistique de la Grèce au travers des concepts de *Ausbau* (« langue par élaboration ») et d'*Abstand* (« langue par distance »), qui permettent de distinguer les langues sur la base de critères linguistiques et socio-culturels. Le grec moderne a le statut de langue *Abstand* : il n'est pas typologiquement proche d'autres langues d'Europe et il ne fait pas partie d'un continuum dialectal comme l'allemand et le néerlandais. Cette « distance linguistique » suffit à en faire une langue « à part entière ». Ce statut n'est pas sans conséquence sur le plan identitaire : les Grecs seraient, *in fine*, ceux qui parlent grec. Or tout le monde ne parle pas (que) grec en Grèce. C'est notamment le cas des communautés albanaise, valaque et slave. L'auteur nous montre comment ces minorités composent avec l'idéologie monolingue de la Grèce.

Dans la lignée des volumes précédents, l'ouvrage dirigé par Sériot montre que la querelle des noms de langue dans cette « autre Europe » est avant tout liée à des débats de nature religieuse, culturelle et politique, non linguistique (ou alors de manière – très – marginale). Si l'enjeu était seulement linguistique, il n'y aurait pas querelle, *a priori*. Le nom d'une langue appelle celui d'un territoire et celui d'un peuple. Les enjeux de la nomination des langues vont donc bien au-delà des questions qui intéressent les linguistes. Il n'y a là rien de surprenant. Mais si « le nom

des langues n'est pas un problème de linguistes », comme l'affirme Sériot (p. 285), il reste un des domaines où l'imaginaire épilinguistique se cristallise avec une acuité toute singulière. Ne sommes-nous pas là, aussi, au cœur de la langue ?

Émilie Aussant
CNRS, HTL

BIBLIOGRAPHIE

- Akin, S., dir. 1999. *Noms et re-noms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires*. Rouen : Presses de l'université de Rouen.
- Aussant, É., dir. 2009. La nomination des langues dans l'histoire (numéro thématique). *Histoire Épistémologie Langage* 31/2.
- Koren, R., dir. 2016. La nomination et ses enjeux socio-politiques (numéro thématique). *Argumentation et analyse du discours* 17.

Hirschkop, Ken. 2019. *Linguistic turns. 1890-1950*. Oxford : Oxford University Press. xiv+323 p. ISBN 978-0-19-8745778.

Ken Hirschkop (H.) propose dans *Linguistic turns (LT)* une analyse riche, stimulante et novatrice de travaux théoriques de penseurs importants, surtout anglais, allemands, français et russes, issus de champs disciplinaires différents et portant sur des questions de langue et de langage entre la dernière décennie du XIX^e siècle et le milieu du siècle suivant.

Dans une période caractérisée par les débuts d'une réflexion explicite sur les rapports entre le langage et la société, H. fait une lecture socio-politique très subtile et révélatrice de textes pour la plupart classiques en philosophie, études littéraires et linguistique, entre le Saussure des années 1890 et les travaux d'Orwell, Austin et Wittgenstein dans les années 1940-1950. Ces textes n'abordent pas toujours les questions

politiques de manière avouée. Mais, au-delà des grandes différences de cadre intellectuel entre, par exemple, Bakhtine, Benjamin, ou Ogden, H. décèle néanmoins la présence d'enjeux sociétaux déterminants pour les propos théoriques que tiennent les auteurs sur les structures et les pratiques langagières. Rejetant l'idée d'un *seul* « tournant linguistique » – terme rendu courant en philosophie par l'anthologie de Richard Rorty (1967) –, H. suit avec une grande érudition les évolutions de divers savants vers une conception qu'il dénomme « langage en tant que tel » (*language as such*), conception qui permet d'aborder, souvent sous forme tacite (on hésite à la qualifier d'« allégorique », mais le terme paraît parfois juste), les problèmes d'un ordre social en pleine transformation, ou crise, démocratique.

C'est chez Bakhtine, sujet d'un ouvrage précédent (Hirschkop 1999), que H. a fait pour la première fois l'hypothèse d'un « lien métonymique étroit entre le bon langage et la bonne politique » (p. 185), constatant le passage effectué par le savant russe d'une philosophie éthique systématique dans les années 1920, conçue comme essentielle au « sauvetage » de l'Europe, vers une « identification du langage avec une conception de la vie sociale » (p. 138) dans les recherches sur Dostoïevski à la fin de la même décennie. Celui de Bakhtine n'était qu'un seul parmi toute une « constellation » de tournants linguistiques, aucunement limités à un seul champ disciplinaire et reflétant de manière très diverse les évolutions des sociétés modernes. Comme l'explique l'auteur (je traduis) :

le XIX^e siècle avait effectué une identification entre les langues et les « peuples ». En même temps que ces « peuples » devenaient la substance des sociétés politiques et que la politique même devenait responsable de l'instauration et du maintien de l'ordre dans ces

sociétés, les discussions sur la nature de l'ordre et du consentement linguistiques ont été investies d'une urgence toute particulière. (p. 153)

Ainsi, explique H. de façon convaincante, au fil des décennies qu'il a étudiées, le langage servait dans la production théorique de métonymie pour des ensembles politiques et sociaux plus importants : à travers leurs propos sur le langage, les chercheurs traitaient en filigrane de la politique. Cette métonymie était à l'origine de divers surinvestissements théoriques. Certains, comme Benjamin, Bakhtine, Cassirer ou Šklovskij, ont trop misé sur le « langage en tant que tel », surestimant ainsi les possibilités politiques qu'il offrait, alors que d'autres, à l'instar de Saussure ou Ogden, se livraient à une vision plus pessimiste, exagérant combien les langues réelles sont défectueuses ou décevantes, trop rétives au changement. La lecture de Saussure et de Wittgenstein qu'avance H. est particulièrement éclairante :

Ces versions du « langage en tant que tel » n'étaient-elles pas un modèle, ou peut-être plus précisément, une vision de communauté et d'ordre social à un moment où l'ordre social semblait dépourvu de toute logique et de tout fondement ? Ne fournissaient-elles pas un modèle qui acceptait l'individualisme atomistique de la société européenne, tout en démontrant comment celle-ci pourrait néanmoins être liée ensemble par un système ? Ce système, n'était-il pas une synthèse merveilleuse de la démocratie et de la quiétude politique ? Car « le langage » chez Saussure et Wittgenstein était, d'un côté, démocratique et auto-inventé – tout le monde participait à sa construction, et rien au-delà ne le fondait – et, de l'autre côté, immunisé contre le débat public, dans la mesure où on ne

pouvait pas proposer de *raisons* pour le changer. Dans une époque de crise, c'était une image d'équilibre social. (p. 103)

Au détour des huit chapitres, H. retrace la façon dont le langage permettait aux penseurs de la première moitié du siècle dernier de penser la politique, la nation, le consentement démocratique ou les fondements d'un ordre social, et d'analyser la bonne manière de prendre des décisions collectives. Pour certains d'entre eux, comme Saussure ou Wittgenstein, le langage fournissait un modèle de consensus et d'ordre. Pour d'autres – Ogden, Orwell, Bakhtine, Frege – et, parfois, pour Saussure aussi, il détenait une force motrice passionnelle, envisagée soit comme une menace à la démocratie, soit comme sa composante nécessaire.

Chez des penseurs célèbres dans les sciences humaines, tels Jean-François Lyotard, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe ou Judith Butler, comme l'affirme H. dans sa préface, les déferlantes structuralistes et post-structuralistes ont transformé le langage en véhicule de propositions historiques ou politiques substantives, « comme si les théories du langage (Saussure, Wittgenstein, théorie des actes de parole, Foucault) avaient des affiliations politiques ou sociales » (p. viii). La prise de conscience à l'origine de *LT*, selon l'auteur, était l'idée selon laquelle « on a pu tirer des tendances et des conclusions politiques des textes théoriques sur le langage parce que des idées politiques et sociales étaient déjà implantées dans ceux-ci » (*ibid.*).

C'est donc à la recherche de ce contenu politique souvent implicite que H. propose les analyses de *LT*. Il le fait à travers des lectures croisées d'une grande lucidité, détaillées et documentées, toujours alimentées par une connaissance profonde de la littérature scientifique concernant les penseurs qu'il aborde. H. évoque souvent les travaux précédents avec beaucoup de

générosité : le lecteur a l'impression qu'il n'a ignoré aucune piste soulevée dans le cours de ses recherches : chaque personnage, chaque thème a été étudié à fond (il faut signaler à ce propos que l'ouvrage est assorti d'un excursus intéressant – mais trop court – sur Sorel et Gramsci, dont les idées linguistiques, au lieu de découler de leurs positions politiques, influent sur celles-ci). Une séquence particulièrement frappante (p. 65-80) mène de Wittgenstein à Lukács (les objets, d'ailleurs, d'une comparaison inattendue et pertinente), en passant, entre autres, par Benveniste, Habermas, Pearson, Rorty, Leavis et Williams. Effectivement, peu nombreux seront les lecteurs à même d'évaluer la justesse des propos de H. dans leur totalité, vu l'érudition, l'originalité et la profondeur de ses analyses. L'auteur de ce compte rendu ne déroge aucunement à ce constat : j'ai appris beaucoup en lisant *LT* et compte y revenir souvent.

H. explique que l'interprétation des tournants linguistiques qu'il défend ne peut trouver sa cohésion dans un seul récit continu : il raconte une « constellation » d'idées politiques sous la forme de théories linguistiques, et non une transmission historique ; de ce fait, *LT* est organisé de manière thématique et « épisodique ». Les choix de l'auteur, parfaitement compréhensibles et pour la grande majorité pleinement justifiés, reflètent forcément une certaine conception de l'histoire intellectuelle quant aux questions de langue. Cette conception intègre Benjamin, Jakubinskij, Vinokur et Cassirer (ce dernier fait l'objet d'une discussion éclairante), tout en passant à côté de Merleau-Ponty, de Boas (exclu, sans doute, en raison de son immigration aux États-Unis ; les articles recueillis dans *Race and Democratic Society* [Boas 1945] auraient pourtant fourni un point de départ pour des comparaisons intéressantes), ainsi que des théoriciens de

deuxième plan, comme Damourette et Pichon, ou Polivanov – le vice-commissaire pour les affaires étrangères en 1917-1918 –, comme de la plupart des linguistes examinés dans les travaux de Christopher Hutton (1999) sur la linguistique et le Troisième Reich. C'est donc une interprétation particulière que propose H. de l'histoire des réflexions sur le langage : si quelque chose frappe dans *LT*, c'est la préférence qu'affiche l'auteur pour la politique comme thème souvent *larvé* des travaux sur le langage. Ainsi, certains penseurs qui abordent de front l'efficacité politique de la langue ne sont que rapidement discutés (c'est le cas de Vološinov) et certains thèmes sont même absents, comme les thèses de Polivanov (2014 [1931]) sur la linguistique « marxiste », qui ne fait l'objet que d'une brève référence (p. 214). De manière cohérente avec ce choix, mais au demeurant moins justifiée, la conception et les détails de la politique sont peu définis : l'histoire politique n'est guère brossée, même à gros traits, et le lecteur trouvera très peu de références à des événements historiques ou politiques précis, choix dont découle une certaine abstraction dans les analyses. H. évite soigneusement aussi toute thématization idéologique. Sa sympathie pour une certaine critique idéologique paraît néanmoins claire et certaines de ses lectures peuvent être lues comme un prolongement des positions de Richard Bauman et Charles L. Briggs (2003) dans leur étude essentielle *Voices of Modernity. Language Ideologies and the Politics of Inequality*. C'est le cas quand, par exemple, H. présente les projets de réforme linguistique dans la philosophie analytique comme des tentatives d'accaparement du débat politique par des clercs, ou voit dans l'objectivité scientifique un substitut aristocratique d'une sphère publique démocratique. *LT*

propose surtout une histoire *intellectuelle* du rôle des enjeux politiques à l'intérieur des idées sur le langage, pas du tout une lecture « externe », historique ou sociologique, de celles-ci. Il faut constater aussi que le détail et la rigueur bibliographique qui marquent l'investigation des idées linguistiques caractérisent moins la manière assez générale dont H. aborde les questions politiques. Dans un travail qui propose d'étudier les rapports entre les idées sur la langue et les enjeux socio-politiques, cette frilosité est à regretter et laisse parfois le lecteur sur sa faim.

Ces réserves, secondaires, ne devraient surtout pas minorer l'accomplissement impressionnant que représente *LT*. L'ouvrage de H., passionnant, de grande envergure et très original, est le produit d'une érudition plurilingue mise au service d'un acharnement savant peu habituel et exprimée avec une élégance et une clarté de style admirables, étant donné surtout la densité des analyses. Chose rare, les thèmes dégagés, qui vont bien au-delà de ceux que j'ai pu relever ici, permettent d'aborder sous un jour tout à fait nouveau le récit de la pensée moderne sur le langage. L'histoire de la linguistique telle qu'on la pratique actuellement n'est sans doute ni suffisamment politique, ni suffisamment ouverte aux enjeux idéologiques. Si le livre de H. ne propose de suivre ni l'une ni l'autre de ces pistes en détail, il fournit néanmoins des analyses intellectuelles précieuses, et une cartographie du territoire très éclairante, à ceux qui voudraient prendre la relève. On peut donc espérer que *LT* donnera lieu à des travaux d'approfondissement – de la part tant de H. lui-même, que d'autres chercheurs, que l'on souhaite nombreux – que l'ouvrage sera susceptible d'inspirer.

Nick Riemer
The University of Sydney, HTL

BIBLIOGRAPHIE

- Bauman, R. et Briggs, Ch. L. 2003. *Voices of modernity. Language ideologies and the politics of inequality*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Boas, Fr. 1945. *Race and democratic society*. New York : J.J. Augustin.
- Hirschkop, K. 1999. *Mikhail Bakhtin: An aesthetic for democracy*. Oxford : Oxford University Press.
- Hutton, Chr. M. 1999. *Linguistics and the Third Reich. Mother-tongue fascism, race and the science of language*. Londres : Routledge.
- Polivanov, E. D. 2014. *Pour une linguistique marxiste*. Éd. par Elena Simonato. Trad. par Elena Simonato et Patrick Sériot. Limoges : Lambert-Lucas.
- Rorty, R., dir. 1967. *The linguistic turn. Recent essays in philosophical method*. Chicago : University of Chicago Press.

Gambier, Yves et Stecconi, Ubaldo, dir. 2019. *A world atlas of translation*. Amsterdam/Philadelphie : Benjamins. vii+493 p. ISBN 9789027202154.

Cet ouvrage propose une vaste étude de l'histoire des conceptions et de l'institutionnalisation de la traduction au niveau mondial. Il comporte 21 chapitres rédigés par 29 contributeurs – en plus des deux directeurs de l'ouvrage –, pour la plupart universitaires spécialistes d'études littéraires et de traduction – on compte aussi deux traducteurs de la Bible –, chacun représentant une tradition de traduction différente. Les chapitres portent, dans l'ordre d'apparition dans l'ouvrage, sur l'Océanie (deux chapitres : les îles du Pacifique et l'Australie), l'Asie dont le Moyen-Orient (huit chapitres : le Japon, la Chine, la Thaïlande, l'Inde, la Perse, le monde arabe, la culture hébraïque, la tradition altaïque), l'Afrique (deux chapitres : l'Afrique du Sud et l'Angola), l'Europe (cinq chapitres : la Russie, les cultures slaves, la tradition hellénophone, la tradition latino-romane, la tradition germanique), enfin l'Amérique

(quatre chapitres : l'Amérique latine hispanophone, le Brésil, l'Amérique centrale et le Mexique, l'Amérique du Nord). Chaque chapitre est précédé par un résumé et comprend sa propre bibliographie.

L'ouvrage comporte une préface expliquant les hypothèses et les objectifs de l'atlas et une postface principalement consacrée à l'évaluation du travail accompli. Des notes biographiques des auteurs, un index des langues, populations et toponymes, un index des noms et un index des sujets figurent à la fin de l'ouvrage.

L'originalité et l'intérêt de l'ouvrage tient à sa démarche résolument empirique, limitée par un encadrement assez strict des différentes contributions, ainsi qu'à son statut de chantier en cours visant à terme l'exhaustivité. À partir du constat qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de définition opérationnelle et transculturelle de la traduction, les directeurs de l'ouvrage critiquent la position européocentriste, adoptée par nombre de théoriciens de la traduction, selon laquelle on ne peut aborder la traduction qu'à partir des théories et des catégories construites au fil des siècles en Occident et fondées sur l'hypothèse d'universaux. Ils revendiquent une démarche empirique et inductive (*bottom-up*) afin de déterminer s'il est possible de définir a posteriori une notion de traduction à partir des données.

Chaque chapitre se présente ainsi comme un « rapport » (*report*) sur une tradition donnée. Les généralisations sont effectuées à partir de données comparables et collectées « sur le terrain », rassemblant toutes formes et modes de communication rencontrés dans les communautés examinées (textes écrits et oraux, audio et vidéo, enregistrements, textes numérisés, etc.). Ces rapports ont pour tâche de rendre compte de la perception de la traduction qu'ont les locuteurs et les traducteurs d'une tradition donnée, ainsi que de la place et la fonction de la traduction dans ces traditions.

L'Atlas revendique de viser une certaine exhaustivité, obtenue au terme de développements et remaniements futurs. Il se définit comme un chantier en cours devant être augmenté par l'ajout de traditions non encore explorées, et susceptible d'être modifié par la réinterprétation des résultats déjà obtenus. La postface se présente ainsi comme une sorte d'évaluation, voire une autocritique du travail accompli.

La préface fait état des instructions fournies aux contributeurs des rapports. Elles ont été définies par six universitaires consultants, spécialistes des grandes régions du monde traitées dans l'ouvrage. Ceux-ci ont eu pour tâche d'identifier les traditions à partir d'aires géographiques et linguistiques, et de déterminer les critères de définition de ce qu'est une traduction. Sont distingués les concepts de traduction, à savoir les idées sur la traduction, déterminées historiquement et culturellement selon les traditions (*input* de la recherche), et la notion de traduction, à savoir une description interculturelle constituant l'objectif de la recherche (*output* de la recherche).

Dans leurs instructions aux auteurs, figurent les questions auxquelles ceux-ci devront s'attacher à répondre : déterminer les termes utilisés pour dénoter la traduction dans une tradition donnée, situés dans leur évolution historique ; s'interroger sur la traduction comme pratique autonome et entité culturelle, sur les relations entre traduction et autres formes de communication ; examiner en quoi la traduction est une pratique culturelle qui reflète et formate les idées venant de l'étranger, autrement dit en quoi elle constitue un transfert d'idées d'une tradition à une autre. Il s'agit aussi d'examiner les relations de pouvoir dans lesquelles peut être impliquée la traduction, comment elle intervient dans les échanges et stratégies de domination et de résis-

tance. Seront aussi étudiées les relations entre politiques linguistiques et traduction, ainsi que l'impact des nouvelles technologies de communication et des nouveaux modèles de gestion (*business models*) sur le concept de traduction.

Dans leur postface auto-évaluative, les directeurs de l'ouvrage admettent qu'une définition claire de la notion de traduction n'émerge pas de l'étude. Ils invoquent l'hétérogénéité des données, notamment l'absence de traces non écrites avant l'apparition des moyens d'enregistrement, de même que l'archivage imparfait des documents écrits. Cette disparité tient aussi à la diversité des traditions et à l'approche inductive où chacun rend compte de sa tradition dans ses propres termes. Ils déplorent cette diversité des approches et des méthodologies adoptées par les contributeurs, qu'elles soient économique, sociologique, historique, ou linguistique, tout en reconnaissant qu'ils ne voulaient en aucun cas interférer sur le mode d'approche adopté. Ils observent toutefois que certains traits sont communs à des traditions différentes, comme par exemple la traduction comme véhicule de la modernisation dans les traditions thaï, altaïque et russe ; le rôle joué par la traduction dans la colonisation et par les missionnaires dans le Pacifique, l'Australie, l'Angola et le Brésil. Au contraire, la traduction a pu jouer un rôle dans l'autodétermination et la résistance à la colonisation dans les traditions slave, nord-américaine, hispano-américaine, arabe et hébraïque. Certains traits n'apparaissent que dans certaines traditions, comme l'idée selon laquelle la traduction n'est pas un mouvement qui éloigne du texte mais un changement à l'intérieur du texte, que l'on retrouve dans la plupart des traditions européennes.

Ainsi émerge une conception de la traduction comme frontière. D'une part,

comme lieu où des approches conflictuelles, des intérêts et des relations de pouvoir s'affrontent et s'installent. La traduction est une région frontière, un territoire qui ne peut être occupé de façon permanente et qu'on négocie (notion de *negotiating border*). Elle réfère soit à une frontière géographique – il s'agit d'un atlas –, soit à des frontières temporelles comme les phases de transition historiques ou culturelles, ou bien encore à une circulation des informations et des savoirs accessibles d'un côté d'une frontière et non de l'autre. Il y a traduction quand un ensemble de signes, pratiques et habitudes sont tirées à l'intérieur d'une frontière par les membres d'une communauté linguistique et culturelle (par exemple la volonté de modernisation d'un gouvernant comme dans la tradition thaï), ou quand elles sont poussées de l'autre côté de la frontière (comme la diffusion de textes sacrés dans la tradition angolaise).

Pour conclure, on constate que, malgré l'hétérogénéité des méthodes et des approches, inhérente à la démarche inductive et empirique, et que n'a pas toujours réussi à réduire le cadre fourni aux auteurs, l'ouvrage reste tout à fait cohérent. Même si les approches linguistiques restent très succinctes – seul le chapitre sur les cultures slaves présente une analyse morphologique des termes nommant la « traduction » – et que ce sont les aspects sociolinguistiques, notamment de politique linguistique, qui dominent les analyses, l'ouvrage s'avère, par son ampleur, tout à fait intéressant. On regrettera un peu que, bien qu'elles figurent dans les indications données aux auteurs, ne soient pas du tout abordées les questions d'aide informatisée à la traduction (dictionnaires informatisés, bases de données terminologiques, corpus numérisés, corpus alignés, etc.), dont l'impact sur l'activité de traduction a pourtant été très important ces dernières décennies.

Enfin, bien que, contrairement à l'ouvrage dirigé par Émilie Aussant (2015), concentré sur les théoriciens du langage d'un nombre plus restreint de traditions et sur la façon dont leur posture théorique a orienté l'activité de traduction, l'*Atlas* ait des visées moins historiques et épistémologiques, en particulier si l'on se réfère à son objectif de découverte inductive d'une définition de la traduction, cet ouvrage présente un intérêt certain pour les historiens de la linguistique par la qualité de la réflexion sur la traduction et par la richesse des données et des références que comportent chacun des rapports.

Jacqueline Léon
CNRS, HTL

BIBLIOGRAPHIE

Aussant, É., dir. 2015. *La traduction dans l'histoire des idées linguistiques. Représentations et pratiques*. Paris : Geuthner.

OUVRAGES DE COLLABORATEURS

D'HEL / PUBLICATIONS

BY ASSOCIATES OF HEL¹

Sablayrolles, Jean-François. 2020. *Comprendre la néologie : conceptions, analyses, emplois*. Limoges : Lambert-Lucas. La Lexicothèque. 312 p. ISBN 9782-35935-2863.

La néologie, phénomène universel des langues vivantes, touche pratiquement

¹ Les « collaborateurs d'HEL » sont les membres du laboratoire HTL ainsi que les membres du bureau de la SHESL. Leurs ouvrages ne peuvent donner lieu à compte rendu dans HEL. / "Associates of HEL" refers to members of HTL research unit and to members of the SHESL board. Their publications shall not be reviewed in HEL.

tous les domaines des sciences du langage et son traitement varie selon les modèles linguistiques empruntés (saussurien, martinien, chomskyen...). Ce livre a pour objectif de proposer un tour d'horizon aussi complet que possible de ces questions et des réponses qui y sont apportées. Trois grandes parties exposent successivement : (1°) les concepts-clefs des créations lexicales avec leurs évolutions, leurs définitions et leurs rapports avec les dictionnaires ; (2°) les différentes typologies qui en ont été proposées et, après distinction entre configuration et matrice, un tableau raisonné des matrices suivi de l'examen de cas délicats ; (3°) les utilisations et les utilisateurs de la néologie considérés dans ses aspects énonciatifs, de politique linguistique et de relations sociales.

Bisconti, Valentina, De Angelis, Rossana et Curea, Anamaria, dir. 2020. *Héritages, réceptions, écoles en sciences du langage : avant et après Saussure*. Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle. 366 p. ISBN 9782-37906-0304.

L'ouvrage offre un panorama des études actuelles dans le domaine de l'histoire et de l'épistémologie des sciences du langage. Conçu en hommage à Christian Puech, qui n'a cessé de faire dialoguer la linguistique et d'autres sciences humaines, il propose un état des lieux de la linguistique, de ses rapports avec des disciplines telles que la grammaire, la sémiologie et la philosophie, et identifie la place qu'elle occupe actuellement dans les sciences humaines.

Épistémologie et historiographie de la grammaire et de la linguistique, impact de l'œuvre de Saussure, courants structuralistes : trente-et-un articles, rédigés par des spécialistes internationaux de l'histoire et de l'épistémologie

des sciences du langage, portent sur les traditions linguistiques européennes et extra-européennes, couvrant une période qui va de l'Antiquité à nos jours.

Léonard, Jean Léo et Avilés González, Karla Janiré, dir. 2019. *Didactique des « langues en danger » : recherche-action en dialectologie sociale = Pedagogía co-participativa y “lenguas en peligro” : propuestas de dialectología social en acción*. Paris : Michel Houdiard Éditeur. 242 p. ISBN 9782-35692-1772.

Ce livre est un recueil de propositions pour une didactique des langues vulnérables ou en danger. Il apporte une pierre de touche aux méthodes et théories de la « revitalisation » de ces langues. Il se présente comme un kaléidoscope de méthodes et d'idées pour développer des ateliers de développement de ressources pédagogiques en langues autochtones (TERPLO), à partir de multiples ateliers d'écriture réalisés principalement par et avec des locuteurs d'une trentaine de langues mésoaméricaines, mais également sous d'autres latitudes, comme l'Estonie. Des langues (nahuatl, mazatec, zapotec, etc.), ou des variétés dialectales d'un domaine linguistique (võro, mulgi et une variété orientale d'estonien, de Kodavere) qui, malgré la distance géographique et typologique, partagent les processus de résistance et de résilience sociolinguistique investis par leurs locuteurs. Cette dynamique de résistance, mais aussi de création et d'invention, d'élaboration et d'affinement de leur lexique et de leurs grammaires à travers la pratique pédagogiquement orientée de l'écriture, se reflète dans chacun des ateliers analysés ici. Ces travaux co-participatifs, menés aux côtés de linguistes et d'anthropologues qui partagent leurs connaissances techniques et

méthodologiques avec les instituteurs, les élèves des écoles et les étudiants des universités interculturelles, démontrent que l'écriture n'est pas un instrument appartenant exclusivement aux langues « dominantes », mais plutôt un outil de communication, un processus par lequel l'oralité reste certes un élément inhérent à la vitalité linguistique et donc de la pérennité de ces langues. L'écrit agit plutôt comme une ressource que comme une barrière. L'oralité et l'écriture, le transfert des connaissances, l'autonomisation, la dialectologie sociale et perceptuelle, la confrontation des points de vue (de l'expert et de l'utilisateur), l'optimisme et le pessimisme constituent quelques-uns des axes qui soutiennent ces TERPLO, ou ateliers d'écriture didactique des « langues de tradition orale » ou de toute langue menacée, contribuant à la construction épistémologique, méthodologique et écologique de cette praxis éducative et sociolinguistique qu'est la revitalisation des langues « en danger ».

Colombat, Bernard et Lahaussais, Aimée, dir. 2019. *Histoire des parties du discours*. Louvain : Peeters. Orbis/Supplementa 46. xxii+563 p. ISBN 97890-429-39523.

Comment définir le nom ? Qu'est-ce qu'un verbe ? Faut-il faire du pronom une catégorie distincte du nom ? Pourquoi l'article est-il une catégorie reconnue seulement dans certaines langues ? À partir de quel moment a-t-on fait de l'adjectif une classe de mots à part ? Peut-on trouver des interjections dans toutes les langues ? Y a-t-il des classes de mots universelles ? Pourquoi le nombre de parties du discours varie-t-il d'une langue à l'autre ? C'est à ces questions et à quelques autres que cet ouvrage veut répondre, en présentant une histoire des classes de mots (les « par-

ties du discours ») dans la tradition occidentale et dans deux traditions « orientales » : arabe et sanskrite. Son originalité est d'inscrire cette histoire dans le long terme, en partant des classes identifiées dans la tradition grammaticale gréco-latine et en examinant ensuite le devenir de ces classes dans la grammaire française et d'autres traditions européennes. Le volume comporte quatorze chapitres : le premier est consacré à une étude des parties du discours dans leur ensemble, avec leurs « accidents », c'est-à-dire les catégories linguistiques qui les affectent, le deuxième au mot et les dix suivants à chacune des classes de mots (nom, article, adjectif, pronom, verbe, participe, adverbe, préposition, conjonction, interjection). Les deux derniers chapitres traitent des traditions grammaticales arabe et sanskrite. L'ouvrage se termine par une copieuse bibliographie et par trois index (auteurs, langues, concepts).

Tran Duc Thao. *La dialettica materialista della coscienza*. Éd. par **Jacopo D'Alonzo**. Rome : Castelveccchi. Le Navi. 2019. 96 p. ISBN 9788832828047

Cos'è la coscienza? E qual è il metodo per studiarla? Con questo saggio, pubblicato tra il 1974 e il 1975 e qui compendiato da note critiche e una ricca bibliografia, Tran Duc Thao, filosofo vicino a Sartre e a Merleau-Ponty e figura chiave della fenomenologia francese del secondo dopoguerra, propone un'inedita metodologia per lo studio della coscienza. Questa passa per un progetto semiologico, fortemente debitore della tradizione marxista, il quale non manca di alcuni elementi di grande originalità, come la nozione di "linguaggio della vita reale". Sullo sfondo di un bilancio biografico e teorico del suo percorso intellettuale, che non risparmia critiche all'individualismo e all'idealismo,

Thao accoglie le sfide provenienti dalle scienze (linguistica, psicologia, biologia, paleoantropologia, genetica) e rivendica il ruolo svolto dal corpo, dall'interazione pratica con il mondo reale, dal linguaggio e dalle relazioni sociali nella formazione della coscienza.

Binaghi, Francesco et Sartori, Manuel, dir. 2019. *Fuṣḥā écrit contemporain : usages et nouveaux développements*. Marseille : Diacritiques Éditions. 271 p. ISBN 97910-97093-044.

Suite au colloque qui s'est tenu à Aix-en-Provence en juin 2015, intitulé « Matériaux pour l'établissement de grammaires descriptives du fuṣḥā écrit contemporain. Entre norme(s) et pratiques au cours des 50 dernières années », ce recueil propose d'ouvrir la réflexion sur la langue arabe écrite contemporaine et, plus particulièrement, sur ce qui est réputé dans le monde arabe comme étant du fuṣḥā écrit contemporain (Contemporary Written Fuṣḥā – CWF).

À partir de données nouvelles, en termes de faits de langue, provenant d'un travail sur corpus écrits (littérature, presse, blogs, etc.) issus de divers supports (papier ou internet), ce recueil propose l'analyse de quelques aspects de cet arabe écrit contemporain. L'objectif est de rendre compte des évolutions notables de cette variété de langue, qui intéressent au premier chef la syntaxe, mais qui relèvent

tout aussi d'évolutions sémantiques et d'usages sociolinguistiques.

Aussant, Émilie et Lahaussais, Aimée, dir. 2019. « Grammaires étendues » et descriptions de morphologie verbale (numéro thématique). *Faits de langues* 50/2. Leiden : Brill. 166 p. ISSN 1244-5460.

Cette livraison de *Faits de langues* rassemble quelques-uns des travaux présentés lors d'une journée d'étude consacrée aux « retombées » du phénomène des « Grammaires étendues » en linguistique descriptive, organisée en novembre 2016 avec le soutien du Labex EFL. Cet ensemble d'articles, rédigés par des linguistes descriptivistes qui s'interrogent sur les modèles grammaticaux utilisés, au cours de l'histoire, pour la description des langues ou des aires sur lesquelles ils travaillent, est éclairant à – au moins – deux titres : il connecte les pratiques actuelles avec l'histoire des descriptions, faisant émerger, pour une langue ou un sous-groupe de langues, l'évolution des termes et représentations utilisés ; il montre, à ceux qui travaillent « au présent », toute l'utilité des descriptions des langues réalisées par le passé. Outre les données que ces descriptions rassemblent, qui intéressent les descripteurs pour la dimension diachronique qu'elles donnent à voir, elles prouvent à quel point le « bricolage » des prédécesseurs est riche d'enseignements, à bien des égards.